



STATUTS

Association intercommunale STEP Echallens Talent ASET

Version définitive approuvée par toutes les communes

TABLE DES MATIERES

Titre I : Dénomination – Siège – Durée – Membres – Buts	5
Article 1. Dénomination	5
Article 2. Siège.....	5
Article 3. Statut juridique	5
Article 4. Membres	5
Article 5. Autres communes.....	5
Article 6. Buts.....	5
Article 7. Durée – Retrait.....	6
Article 8. Ouvrages.....	6
Titre II : Organes de l'association	7
Article 9. Organes.....	7
A. Conseil intercommunal (législatif).....	7
Article 10. Représentation des communes.....	7
Article 11. Durée du mandat.....	7
Article 12. Rôle du conseil intercommunal	8
Article 13. Convocation.....	8
Article 14. Décision.....	8
Article 15. Quorum et représentativité.....	8
Article 16. Droit de vote	9
Article 17. Procès-verbaux.....	9
Article 18. Attributions.....	9
B. Comité de direction - CODIR (exécutif)	10
Article 19. Composition.....	10
Article 20. Organisation	10
Article 21. Séances	10
Article 22. Quorum	10
Article 23. Représentation.....	10
Article 24. Attributions.....	11
C. Commission de gestion et de finances (COGEFI)	11
Article 25. Commission de gestion et de finances	11
Titre III : Finances	11
Article 26. Fortune	11
Article 27. Frais de fonctionnement et frais financiers.....	12
Article 28. Ressources.....	12

Article 29.	Facturation.....	12
Article 30.	Comptabilité.....	13
Article 31.	Exercice comptable.....	13
Article 32.	Information des communes membres.....	13
Titre IV : Impôts.....		14
Article 33.	Impôts.....	14
Titre V : Utilisation du domaine public – Arbitrage – Dissolution		15
Article 34.	Domaine public	15
Article 35.	Arbitrage.....	15
Article 36.	Dissolution	15
Titre VI : Entrée en vigueur		16
Article 37.	Entrée en vigueur	16

Préambule

Désireuses de regrouper dans de nouvelles infrastructures leurs installations actuelles d'épuration des eaux usées, 9 communes de la région d'Echallens et du Haut-Talent ont décidé de créer une association de communes, régie par le droit vaudois et plus particulièrement par la loi du 28 février 1956 sur les communes (RSV 175.11).

Toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans les présents statuts s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.

Abréviations

CI	Conseil intercommunal
CODIR	Comité de direction
COGEFI	Commission de gestion et de finances
Cst-VD	Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud (RSV 101.01) – Etat au 11 mars 2015
LC	Loi du 28 février 1956 sur les communes (RSV 175.11) – Etat au 01.07.2013 (en vigueur)
LEDP	Loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (RSV 160.01)
LPEP	Loi sur la protection des eaux contre la pollution (RSV 814.31) – Etat au 01.07.2016 (en vigueur)
OEaux	Ordonnance sur la protection des eaux
PGEE	Plan général d'évacuation des eaux
PGEEi	Plan général d'évacuation des eaux intercommunal
RCCom	Règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes (RSV 175.31.1)
SIEGEO	Service intercommunal d'épuration des eaux usées Goumoëns Eclagnens Oulens

Titre I : Dénomination – Siège – Durée – Membres – Buts

Article 1.

(LC art. 112 à 128)

Dénomination

¹ Sous la dénomination **Association intercommunale STEP Echallens Talent (ASET)**, il est constitué une association de communes au sens des articles 112 à 127 de la loi sur les communes du 28 février 1956 (ci-après LC) et régie par les présents statuts.

Article 2.

Siège

¹ L'association a son siège à Echallens (VD).

Article 3.

(LC art. 113)

Statut juridique

¹ L'approbation des présents statuts par le Conseil d'État vaudois confère à l'association la personnalité morale de droit public.

Article 4.

Membres

¹ Les membres de l'association sont, par ordre alphabétique, les communes de : Bottens, Cugy, Echallens, Fey, Goumoëns, Montilliez, Morrens, Oulens-sous-Echallens, Villars-le-Terroir.

Article 5.

Autres communes

¹ Si d'autres communes désirent adhérer à l'association, elles doivent présenter leur requête au conseil intercommunal.

² Les conditions techniques et financières de l'adhésion sont convenues entre la commune requérante et le comité de direction, sous réserve de l'Article 18, lettre g) des présents statuts.

Article 6.

(LC art. 112, 115 et 107b)

Buts

¹ L'association a pour buts :

- a) La prise en charge de l'épuration des eaux usées recueillies par les égouts des communes membres ;
- b) L'exploitation et l'entretien des ouvrages et installations propriétés de l'association selon l'annexe 1 « Inventaire des ouvrages » ;
- c) L'étude, la planification et la réalisation d'autres concepts régionaux en rapport avec la protection générale des eaux intéressant les communes membres, en raison d'obligations découlant de lois fédérales ou cantonales.

² Ces buts constituent les tâches principales de l'association au sens de l'art 112, al. 2 et 115, al.1, ch. 4 LC.

³ L'association peut effectuer d'autres prestations en lien avec ses activités pour ses communes membres ou des communes

non-membres. Ces prestations font alors l'objet d'une convention qui en définit les modalités (art. 107b LC).

⁴ L'association peut proposer à des communes non-membres ou des associations de communes la prise en charge de l'épuration de leurs eaux usées. Celle-ci fait alors l'objet d'une convention qui en définit les modalités (art. 107b LC).

⁵ L'association peut en faire de même avec des entreprises privées contribuant notablement aux charges polluatives à traiter (appelés ci-après « partenaires industriels »). Les modalités de la prise en charge des eaux usées font alors l'objet d'une convention de droit privé.

⁶ L'application des dispositions transitoires, telles que décrites dans l'annexe 2 « Dispositions transitoires », oblige les communes membres à poursuivre les buts anticipés suivants :

- *La gestion et supervision des études et travaux relatifs à la construction de l'ensemble des infrastructures régionales ;*
- *Le maintien et la gestion des installations existantes propres à chaque commune ou association, tant que celles-ci ne sont pas formellement mises hors service ;*
- *La dissolution formelle (abrogation) des ententes suivantes au terme de la validité de l'annexe 2, qui fait partie intégrante des présents statuts, :*
 - *SIEGEO*
 - *Echallens – Villars-le-Terroir – Montilliez*

Cette disposition autorise dès lors les communes membres de ces ententes à appartenir à deux structures intercommunales durant la période transitoire. Au terme de cette période, les communes auront démissionné des ententes et ces dernières seront abrogées.

Article 7.

(LC art. 127)

Durée – Retrait

¹ La durée de l'association est indéterminée.

² Aucune commune membre ne peut se retirer de l'association durant les 30 ans suivant la mise en service de la STEP régionale.

³ Moyennant un avertissement donné 3 ans à l'avance, le retrait d'une commune membre sera admis au plus tôt pour le terme défini au précédent alinéa puis pour la fin de chaque exercice comptable.

⁴ A défaut d'accord, les droits et obligations de la commune sortante envers l'association seront déterminés par voie d'arbitrage (art. 127 LC).

Article 8.

Ouvrages

¹ L'association est propriétaire des ouvrages et installations selon l'annexe 1 « Inventaire des ouvrages ».

² La reprise aux communes membres et associations des ouvrages et installations existants ou créés par lesdites communes ou associations aux fins de la régionalisation est régie par les dispositions de l'annexe 2 « Dispositions transitoires ».

Titre II : Organes de l'association

Article 9.

Organes

- ¹ Les organes de l'association sont :
 - a) Le conseil intercommunal - CI (législatif) ;
 - b) Le comité de direction - CODIR (exécutif) ;
 - c) La commission de gestion et de finances - COGEFI.

A. Conseil intercommunal (législatif)

Article 10.

Représentation des communes

(LC art. 115 al. 6, 116 al. 2,
117 et 118 al. 3, LEDP art. 5)

- ¹ Le conseil intercommunal est composé des délégués des communes membres de l'association.
- ² Chaque commune membre a droit à un suffrage par tranche de 500 habitants, la dernière fraction supérieure à 250 habitants donnant droit à un suffrage supplémentaire. Toutefois, chaque commune a droit à au moins deux suffrages.
- ³ Le nombre d'habitants correspond à la population recensée des communes, et effectivement raccordée à l'ASET.
- ⁴ Chaque autorité (exécutif, resp. législatif) doit désigner en son sein le(s) délégué(s) qui la représente(nt) et son/leurs suppléant(s).
- ⁵ L'exécutif de chaque commune désigne un délégué portant un des suffrages. Le solde des suffrages est attribué à un ou plusieurs délégués issus des législatifs communaux, ces derniers choisissent le nombre de délégué les représentant. Le nombre de suffrages attribués à un ou une délégué(e) est fixé à 5 au maximum. De même un(des) suppléant(s) est (sont) également désigné(s).
- ⁶ Le(s) suppléant(s) ne participe(nt) aux séances qu'en l'absence du(des) délégué(s).
- ⁷ Les recensements officiels au 31 décembre de l'année qui précède la nouvelle législature sont déterminants pour fixer la représentativité au sein des organes.
- ⁸ L'annexe 3 « Conseil intercommunal - Répartition des suffrages » sera actualisée conformément à l'alinéa 7 ci-dessus au début de chaque législature.

Article 11.

Durée du mandat

(LC art. 118 al. 1)

- ¹ La durée du mandat de délégué est la même que celui des élus communaux. Les délégués sont élus au début de chaque législature. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués par l'autorité qui les a élus.

² En cas de vacance, il est pourvu sans retard à la désignation d'un remplaçant pour la fin de la législature en cours.

Article 12.

(LC art. 119 al. 1 et 2,

Rôle du conseil intercommunal

¹ Le conseil intercommunal joue dans l'association le rôle du législatif.

² La durée du mandat du président, du vice-président, des deux scrutateurs et deux suppléants, est d'une année (période du 1^{er} juillet au 30 juin). Ils sont rééligibles.

³ Le secrétaire du conseil intercommunal peut être choisi en dehors du conseil. Il est élu au début de chaque législature pour la durée de celle-ci. Il est rééligible.

Article 13.

(LC art. 115 al. 7, art. 24 et 25)

Convocation

¹ Le conseil intercommunal est convoqué par avis personnel adressé à chaque délégué, au moins trente jours à l'avance, cas d'urgence réservés.

² L'avis de convocation mentionne l'ordre du jour qui est établi d'entente entre le président et le comité de direction. Il est transmis par voie électronique aux délégués qui ont préalablement donné leur accord.

³ L'avis de convocation est systématiquement adressé en copie au Greffe municipal et au Bureau du Conseil de la commune dont le(s) délégué(s) est(sont) le(s) représentant(s).

⁴ Le conseil intercommunal se réunit au moins deux fois par année, dans les 4 premiers mois pour les comptes et avant la fin du mois de septembre pour le budget.

⁵ Le conseil intercommunal peut également se réunir sur convocation de son président, lorsque celui-ci le juge utile, à la demande du comité de direction ou encore lorsqu'un cinquième de ses délégués en fait la demande.

Article 14.

(LC art. 24)

Décision

¹ Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour (art. 24 LC).

Article 15.

(LC art. 26)

Quorum et représentativité

¹ Le conseil intercommunal ne peut délibérer que si les délégués présents sont porteurs de la majorité absolue du nombre total des suffrages définis selon l'Article 10 et qu'au moins 3/4 des communes membres sont représentées.

² Si cette condition n'est pas réalisée, une nouvelle séance du conseil intercommunal est convoquée, avec le même ordre du jour, dans un délai de 5 jours au plus tôt.

³ Le quorum des suffrages selon l'alinéa 1 est toujours requis.

Article 16.

(LC art. 120 et 35b al. 2)
(LC art. 112 al.2)

Droit de vote

¹ Les décisions sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages représentés. Le président ne prend part au vote que pour départager les voix.

Article 17.

Procès-verbaux

¹ Les délibérations du conseil intercommunal sont consignées dans un procès-verbal de séance, signé du président et du secrétaire.

² Toutes les mesures sont prises pour la conservation des procès-verbaux et autres documents annexes.

Article 18.

Attributions

¹ Le conseil intercommunal

- a) Elit son président, son vice-président et son secrétaire. Il élit aussi deux scrutateurs et deux suppléants ;
- b) Elit les membres du comité de direction et son président ;
- c) Elit la commission de gestion et de finances ;
- d) Fixe les indemnités des membres du conseil intercommunal et de son Secrétaire, du comité de direction et de la commission de gestion et de finances ;
- e) Vote sur les comptes et adopte le rapport de gestion ainsi que le budget ;
- f) Modifie les présents statuts, sous réserve des cas cités à l'article 126 al.2 LC ;
- g) Décide l'adhésion de nouvelles communes ;
- h) Autorise tout emprunts dans les limites du plafond d'endettement selon art. 26 ;
- i) Adopte tous les règlements sauf ceux qu'il laisse dans la compétence du comité de direction, notamment ceux relatifs au transport et à l'épuration de l'eau ;
- j) Approuve le PGEEi. [Les PGEE sont régis par les art. 21 LPEP et 5 OEaux] ;
- k) Prend toutes décisions qui lui sont réservées par la loi et les statuts, notamment les autorisations générales prévues par la législation sur les communes.

B. Comité de direction - CODIR (exécutif)

Article 19.

(LC art. 115 al. 8, art. 121)

Composition

- ¹ Le comité de direction (CODIR) est composé de 5 à 7 membres, élus par le Conseil intercommunal. Un membre provient de la commune d'Echallens. Aucune commune ne peut avoir plus d'un représentant membre du CODIR.
- ² Les membres du comité de direction sont des conseillers municipaux en fonction. Ils sont proposés par les exécutifs des communes.
- ³ En cas de vacance, le conseil intercommunal pourvoit sans retard à la désignation d'un remplaçant pour la fin de la législature en cours.
- ⁴ Les membres du comité de direction sont rééligibles.
- ⁵ Un directeur d'exploitation siègera également au sein du comité de direction avec voix consultative.

Article 20.

Organisation

- ¹ A l'exception du président élu par le conseil intercommunal, le comité de direction s'organise lui-même.
- ² Il élit un vice-président et un secrétaire, ce dernier pouvant être celui du conseil intercommunal.

Article 21.

Séances

- ¹ Le président ou, à son défaut, le vice-président convoque le comité de direction lorsqu'il le juge utile ou à la demande de la moitié des autres membres.
- ² Les délibérations du comité de direction sont consignées dans un procès-verbal de séance, signé du président et du secrétaire, ou de leurs remplaçants.

Article 22.

(LC art. 65)

Quorum

- ¹ Le comité de direction ne peut prendre de décision que si la majorité absolue de ses membres est présente.
- ² Chaque membre a droit à une voix.
- ³ Les décisions sont prises à la majorité simple. Le président prend part au vote. En cas d'égalité des voix, celle du président l'emporte.

Article 23.

(LC art. 67 al. 1)

Représentation

- ¹ L'association est valablement engagée envers les tiers par la signature collective à deux du président du comité de direction et du secrétaire ou de leurs remplaçants.

Article 24.

(LC art. 115 al. 9 et 122)

Attributions

- ¹ Le comité de direction a notamment les attributions suivantes :
 - a) Veiller à l'exécution des buts de l'association, conformément aux décisions prises par le conseil intercommunal et prendre toutes les mesures utiles à cet effet ;
 - b) Exercer les attributions qui lui sont déléguées par le conseil intercommunal ;
 - c) Exercer les attributions dévolues aux exécutifs communaux, pour autant que ces attributions ne soient pas confiées par la loi ou les statuts au conseil intercommunal ;
 - d) Exercer à l'égard du personnel les droits et obligations de l'employeur ;
 - e) Engager un ou des mandataires pour l'exécution de certaines tâches particulières ;
 - f) Conclure les contrats nécessaires à la poursuite des buts de l'association.
 - g) Établir et tenir à jour la planification générale de l'évacuation des eaux intercommunale (PGEEi), au sens des articles 21 LPEP et 5 OEaux.

C. Commission de gestion et de finances (COGEFI)

Article 25.

(LC art. 93c, 116 et 125a, RCom art. 35)

Commission de gestion et de finances

- ¹ La commission de gestion et de finances, composée de 3 délégués du conseil intercommunal et 1 suppléant, est élue par le conseil intercommunal au début de chaque législature pour la durée de celle-ci. Les membres doivent être issus de communes différentes.
- ² Elle rapporte chaque année devant le conseil intercommunal sur les comptes et la gestion.
- ³ Le suppléant devient automatiquement titulaire au début de la législature suivante.

Titre III : Finances

Article 26.

(LC art. 115 al. 13 et 143)

Fortune

- ¹ L'association peut contracter des emprunts, notamment pour financer les frais d'étude, de construction, d'entretien, de renouvellement des immeubles, des installations et des ouvrages d'épuration.
- ² Le plafond d'endettement est fixé à 52 (cinquante-deux) millions de francs.

Article 27.

Frais de fonctionnement et frais financiers

¹ Le total des charges financières et d'exploitation de l'association est réparti entre les communes membres au prorata des quantités d'eau soumises à la taxe d'épuration (m3/an). Cette clé de répartition est représentative des charges hydrauliques et polluantes mesurées.

² En règle générale, et sauf modifications importantes, les données prises en compte dans la clé font l'objet d'une mise à jour annuelle. La mise en application se fait rétroactivement sur l'année en cours.

³ Les subventions sur les frais financiers seront prises en compte de façon globale sur l'ensemble du périmètre d'association.

Article 28.

Ressources

¹ L'association dispose des ressources suivantes :

- a) Les participations des communes membres ;
- b) Les participations des communes ou associations non-membres
- c) Les participations des industries partenaires
- d) Les subventions fédérales et cantonales ;
- e) L'emprunt ;
- f) D'autres participations éventuelles.

² Les participations des communes membres, non-membres et des partenaires industriels doivent être fixées de manière que les recettes totales provenant de leur encaissement couvrent :

- a) Les frais de fonctionnement ;
- b) Les amortissements nécessaires pour couvrir la valeur du capital des installations ;
- c) Les amortissements des investissements nécessaires pour l'extension, l'assainissement et le remplacement des installations, pour leur adaptation à des exigences légales ou pour des améliorations relatives à l'exploitation ;
- d) Les intérêts.

Article 29.

Facturation

¹ Les déficits d'exploitation sont facturés annuellement aux communes membres, qui doivent s'en acquitter dans les 30 jours suivant la réception du décompte. Le comité de direction peut décider de percevoir des acomptes en cours d'exercice. Il en fixe l'échéance.

² Passé les délais, un intérêt de retard, identique au taux d'intérêt passif de l'emprunt, ou à défaut, celui que l'Etat de Vaud demande aux communes pour les comptes-courants débiteurs, sera demandé.

³ En cas de trop-perçu, le montant sera déduit du premier acompte de l'année suivante.

⁴ Les modalités de facturation relatives aux prestations fournies à des tiers non-membres sont régies par convention.

Article 30.

(LC art. 125 et 125c)

Comptabilité

¹ L'association tient une comptabilité indépendante soumise aux règles de la comptabilité des communes. Le budget est approuvé par le conseil intercommunal avant le 30 septembre et les comptes avant le 30 avril.

² Les comptes sont soumis à l'examen et au visa du préfet du district du Gros-de-Vaud dans le mois qui suit leur approbation.

Article 31.

(RCCom art. 25)

Exercice comptable

¹ L'exercice commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Article 32.

(LC art. 125c)

Information des communes membres

¹ Le budget, les comptes et le rapport de gestion sont transmis aux communes membres ainsi qu'aux industries partenaires.

Titre IV : Impôts

Article 33.

Impôts

¹ L'association est exonérée de toutes les taxes et de tous les impôts communaux.

Titre V : Utilisation du domaine public – Arbitrage – Dissolution

Article 34.

Domaine public

- ¹ Les communes membres autorisent l'association à disposer gratuitement du domaine public communal pour les installations intercommunales selon l'art. 6 al. 1 let b).
- ² L'association supporte les frais de déplacement d'ouvrages communaux ou privés lorsqu'un tel déplacement est rendu nécessaire pour la pose de canalisations.

Article 35.

(LC art. 127 et 111)

Arbitrage

- ¹ Les contestations entre une ou plusieurs communes membres, résultant de l'interprétation et de l'application des présents statuts, sont tranchées par un tribunal arbitral (article 127 LC).

Article 36.

(LC art. 127 et 111)

Dissolution

- ¹ L'association est dissoute par la volonté de tous les organes délibérants. Au cas où tous les législatifs moins un prendraient la décision de se retirer de l'association, celle-ci serait également dissoute.
- ² La liquidation s'opère par les soins des organes de l'association. Envers les tiers, les communes sont responsables solidairement des dettes de l'association
- ³ La dissolution doit être ratifiée par l'autorité délibérante de chaque commune membre et communiquée au Conseil d'État.
- ⁴ A défaut d'accord, les droits des communes membres sur l'actif de l'association de même que leurs droits et obligations réciproques après extinction du passif sont déterminés conformément à l'Article 35.

Titre VI : Entrée en vigueur

Article 37.

Entrée en vigueur

¹ Les présents statuts entrent en vigueur dès leur approbation par le Conseil d'État.

Ainsi déposés par préavis par la Municipalité de Bottens, le

Le(la) Syndic(que) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi adoptés par le Conseil communal/général de Bottens, le

Le(la) Président(e) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi déposés par préavis par la Municipalité de Cugy, le

Le(la) Syndic(que) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi adoptés par le Conseil communal/général de Cugy, le

Le(la) Président(e) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi déposés par préavis par la Municipalité de Echallens, le

Le(la) Syndic(que) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi adoptés par le Conseil communal/général de Echallens, le

Le(la) Président(e) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi déposés par préavis par la Municipalité de Fey, le

Le(la) Syndic(que) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi adoptés par le Conseil communal/général de Fey, le

Le(la) Président(e) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi déposés par préavis par la Municipalité de Goumoëns, le

Le(la) Syndic(que) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi adoptés par le Conseil communal/général de Goumoëns, le

Le(la) Président(e) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi déposés par préavis par la Municipalité de Montilliez, le

Le(la) Syndic(que) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi adoptés par le Conseil communal/général de Montilliez, le

Le(la) Président(e) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi déposés par préavis par la Municipalité de Morrens, le

Le(la) Syndic(que) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi adoptés par le Conseil communal/général de Morrens, le

Le(la) Président(e) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi déposés par préavis par la Municipalité de Oulens-sous-Echallens, le

Le(la) Syndic(que) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi adoptés par le Conseil communal/général de Oulens-sous-Echallens, le

Le(la) Président(e) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi déposés par préavis par la Municipalité Villars-le-Terroir, le

Le(la) Syndic(que) :

Le(la) Secrétaire :

Ainsi adoptés par le Conseil communal/général de Villars-le-Terroir, le

Le(la) Président(e) :

Le(la) Secrétaire :

Approuvés par le Conseil d'Etat du canton de Vaud dans sa séance du

L'atteste, le Chancelier :

ANNEXES

Liste mise à jour de toutes les annexes

ANNEXE	DENOMINATION	MISE A JOUR
Annexe 1	Inventaire des ouvrages	
Annexe 2	Dispositions transitoires	
Annexe 3	Conseil intercommunal - Répartition des suffrages	